



STAPS de Bobigny de l'Université de Paris 13

Compte rendu de l'entrevue avec le ministère des sports et le ministère de l'éducation national

La manifestation nationale STAPS de vendredi 18 mars a réuni plus de 10 000 étudiants de la France entière, soit 1/5 du total des étudiants de la filière. On constate que la mobilisation nationale ne faiblit pas et que beaucoup de stapsiens sont préoccupés et inquiets du devenir de l'éducation physique et sportive ainsi que de leur avenir professionnel face aux restrictions qu'impose le gouvernement Raffarin.

Cette entrevue, interministérielle MEN (ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse, de la recherche et du supérieur) et MS (ministère des sports), qui a eut lieu entre 17.00 et 20.30 au ministère de l'éducation nationale a réuni 11 représentants étudiants de toute la France, 2 membres du SNESUP et 2 membres du SNEP.

Le débat a tourné autour de deux grands points : l'inquiétude face au projet de décret 363 du MS et l'incompréhension de la diminution des postes au CAPEPS en 2004 prévu par le MEN.

Le MS a très rapidement répondu aux attentes des différentes parties en exprimant ses regrets quant à leur manque de communication face à cette proposition de décret qui devait être débattue et à notre empressement à en faire la critique sans avoir pris le temps de dialoguer avec le ministère... Il nous a été assuré un maintien des équivalences pour le tronc commun des BE (brevet d'état) premier degré et BE second degré, futur BP (brevet professionnel), si nos diplômes étaient inscrits sur la liste des diplômes reconnus par le MS. Les diplômes devant être inscrits sur ladite liste par le ministère de tutelle, soit le MEN dans le cas des STAPS, il ne reste plus qu'à ce faire valider nos diplômes...

Le MEN a été clairement moins ouvert au dialogue, ou plus précisément moins prompt à faire un geste fort envers les milliers d'étudiants présents dans la rue. La discussion sur le pourquoi de la diminution du nombre de poste a principalement porté sur les points suivants (colonne de gauche = arguments du MEN ; colonne de droite = questions de la délégation) :

1) L'année dernière le MEN avaient trop recruté, il s'excuse de son erreur, (soit 1330 postes en 2003 contre 780 cette année) mais il faut bien rectifier le tir pour éviter le « surnombre disciplinaire » dans les années à venir. Il nous a été précisé que de toute façon un recrutement 0 cette année aurait suffi à l'encadrement futur, et donc que l'on pouvait s'estimer heureux.

2) Il y a une diminution importante du nombre d'élèves dans le secondaire (collège pour une grande partie), -100 000. Cette baisse entraîne donc de fait une diminution du nombre de professeurs recrutés, ces chiffres sont donnés sur la base de ce que les rectorats ont fait remonté au ministère.

3) la population professorales EPS est plus jeune donc il y a peu de départ en retraite par rapport aux autres disciplines, ces départs seront massifs vers 2008 quand arriveront du primaire une population de + 50 000 élèves dans le secondaire. Le MEN s'engage à mettre en place un plan pluriannuel pour gérer le flux de profs et d'élèves de 2008.

5) Le budget est fixé depuis octobre et l'on ne fait pas ce que l'on veut avec l'argent des français, qui de toute façon ne souhaiterai certainement pas payé plus pour du sport.

6) Le MEN s'excuse d'annoncer la baisse de 41.7% seulement deux semaines avant le concours mais les remontées des rectorats permettent d'avoir des chiffres précis seulement en décembre / janvier, le MEN va donc essayer de faire mieux l'année prochaine.

1) Le MEN n'a certainement pas assez recruté l'année dernière puisqu'il y a encore des professeurs remplaçant à l'année dans certains bahut ? Y a-t-il une mauvaise gestion des profs de la part du MEN plutôt que des profs inoccupés ? Ou est-ce une politique d'interimérisation de l'enseignement public ? Les étudiants doivent-ils payer de leur avenir pour vos erreurs ? *Pas de réponse aux questions posées.*

2) Ces chiffres sont demandés depuis des semaines dans tous les rectorats de France sans réception aucune, alors que l'étude pour le recrutement au concours national se fait sur la base des chiffres des rectorats. Comment le ministère peut-il être mieux informé que sa base alors que c'est elle qui a les informations ? *Pas de réponse aux questions posées.*

3) Il serait temps de mettre en place un plan pluriannuel. La population professorale est plus jeune mais l'encadrement du supérieur, en STAPS en particulier, est déplorable, pourquoi ne pas prendre des personnes du secondaire pour le supérieur (en PRCE ou PRAG sur les APS), ce qui permettrait de maintenir un niveau de recrutement important mais aussi de combler une partie du vide du supérieur ? *La proposition est inapplicable parce que c'est plus compliqué que ça. Pas de réponse ou autres proposition.*

5) Le budget est voté en septembre pourtant l'étude détermine le nombre de postes en décembre/janvier. *Oui.* Décidez-vous du nombre de recrutement en fonction des besoins ou en fonction du budget puisque ce dernier est défini avant les besoins ? *Pas de réponse à la question posée.*

6) Il est donc envisageable que face à cette maladresse du MEN, quelques postes puissent être lâchés ? *NON*

Suite à cette discussion où aucun argument du gouvernement ne tient, la délégation a demandé un geste fort tel la remise en place des 1330 postes comme l'an dernier, cette demande n'est bien sûr pas motivée par ou pour le bien être des étudiants et des enseignants mais par la volonté de respect des consignes de sécurité imposées par le même ministère, pour un meilleur encadrement des élèves en EPS. Par exemple en natation la réglementation du MEN impose 25 élèves par professeur maximum par piscine dont 16 nageurs minimum, la natation est de plus une priorité dans les programmes de sixième. *Oui*. On constate dans notre vie de professeur ou de stagiaire que ce nombre de 25 n'est pas respecté et que bien souvent les professeurs prennent sur eux pour que leurs élèves pratiquent. On ne demande donc qu'une rallonge de poste pour que l'on puisse appliquer les consignes du MEN dans leur globalité (sécurité et contenu pédagogique). On ne peut pas se permettre de passer outre la question de la sécurité des élèves en piscines (une question sur le respect des consignes de sécurité en EPS a été posée le 17/02/04 à l'assemblée nationale, donc le gouvernement savait) ? La réponse est : *si vous ne pouvez pas appliquer les consignes de sécurité que l'on vous donne on va supprimer la natation et autres disciplines qui posent de programme*. Sous entendu les programmes ça se refait, la natation on s'en passe pour travailler, pour les vacances c'est moins sûr... Il ne cherche pas à résoudre le problème mais à en supprimer l'origine. *De plus, l'argent est déjà distribué par le budget, et l'on ne peut jouer avec l'argent du contribuable qui de toute façon ne veut pas payer pour le sport*. La délégation a tous de même souligné que le gouvernement avait trouvé de l'argent pour les buralistes ou autre (sur qui nous ne crachons pas), qu'il ne s'agissait pas de sport mais d'éducation physique et sportive, et que de nombreux jeunes pratiquaient différents sports entre autre grâce au bas prix des licences UNSS (Union National du Sport Scolaire), qu'une fois de plus elle ne veut que le respect de l'enfant et de la discipline, mais ceci tend à dépasser malheureusement une fois de plus nos dirigeants....

On peut alors se demander si l'EPS reste une priorité du gouvernement à l'heure de l'intégration par le sport, de la lutte contre l'obésité, et de l'année européenne de l'éducation par le sport, du respect des règles, de la lutte contre la violence... ou si le but de leur nouvelle politique éducative est de fabriquer des individus sachant lire, écrire et compter tous juste bons à remplir des feuilles d'impôts et d'être des salariés malléables à souhait ? *

Bobigny, le 19 mars 2004

Limité la culture du peuple pour limité sa capacité de réflexion
est une méthode qui a déjà été employée...